

Les risques d'une « paix au rabais » en Ukraine

Monde

Par Thorniké Gordadzé

Publié le 26 janvier 2026

*chercheur en relations internationales, enseigne à Sciences Po Paris,
chercheur associé à l'Institut Jacques Delors*

Le prolongement de la guerre en Ukraine, et des souffrances qu'elle entraîne, a redonné de l'audience en France et en Europe aux voix qui plaident pour un accord de paix rapide, sous le couvert du réalisme. A Moscou, une longue pratique de l'instrumentalisation du pacifisme occidental sait habilement amplifier l'audience de ces plaidoyers. Pourtant, les dangers d'une signature précipitée et mal négociée d'un accord imposé à Kyiv seraient nombreux. Un appel général à la paix sans garanties de sécurité revient à ce stade à un alignement volontaire sur les objectifs russes.

Cet article est tout d'abord paru dans la revue en ligne Geopolitics à retrouver ici

Près de quatre ans après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, plusieurs forces politiques en Europe occidentale ont jugé opportun d'adopter une rhétorique « anti-guerre » exprimée sous diverses formes. Le spectre est large, allant de

Jean-Luc Mélenchon, leader de La France Insoumise, qui a affirmé que la promesse de l'OTAN d'accueillir l'Ukraine et la Géorgie parmi ses membres équivalait à une déclaration de guerre contre la Russie, au leader d'extrême droite néerlandais Geert Wilders, qui a lancé cette mise en garde : « Ne laissez pas les ménages néerlandais payer le prix d'une guerre qui n'est pas la nôtre. » Les partis dits « antisystème », qu'ils soient d'extrême droite ou d'extrême gauche, ont trouvé dans la guerre en Ukraine un répertoire tout prêt d'arguments politiques, souvent dénués de substance, mais facilement accessibles à un large public et facilement convertibles en votes populaires.

Dans l'Europe contemporaine, peu de positions politiques sont aussi attrayantes sur le plan moral et aussi peu coûteuses sur le plan politique que le fait d'être « pro-paix ». Cela offre une légitimité morale immédiate tout en épargnant aux partis les charges politiques, fiscales et stratégiques liées au soutien à l'Ukraine. Les appels à la paix sont souvent présentés comme des alternatives humaines, prudentes et responsables à ce qui est décrit comme une escalade imprudente de la part des élites au pouvoir. Les appels à la paix n'exigent aucune clarté sur les termes, aucune garantie, aucun mécanisme d'application et aucune responsabilité en cas d'échec des négociations. En revanche, soutenir l'Ukraine entraîne des coûts visibles, des dépenses de défense, une volatilité énergétique, des engagements à long terme et un risque électoral. Cette asymétrie permet aux partis d'opposition et « antisystème » de récolter le crédit moral tout en profitant de la dissuasion fournie par d'autres. Détachée des questions de responsabilité et de pouvoir, la rhétorique de la paix fonctionne donc moins comme une politique que comme un refuge politiquement commode contre les choix difficiles, qui peut finalement prolonger la guerre plutôt que la terminer.

Les « forces pro-paix » européennes sont-elles les marionnettes de Moscou ?

Au cours de l'été 2024, une campagne d'affichage publique affirmant « La Russie n'est pas notre ennemie », organisée par plusieurs associations proches de l'extrême droite, est apparue dans plusieurs villes italiennes, bien que la campagne n'ait pas été officiellement approuvée par *la Ligue* de Matteo Salvini, malgré l'admiration bien connue de ce dernier pour Vladimir Poutine. Les mêmes affiches ont refait surface en France et en Belgique à l'automne 2025 et sont devenues virales sur les réseaux sociaux.

Ces événements se sont déroulés dans un contexte marqué par les avertissements lancés le 18 novembre par le chef d'état-major des armées françaises, le général Fabien Mandon, concernant le risque croissant d'une confrontation militaire avec la Russie sur le continent européen, ainsi que par l'intensification du débat en Belgique en décembre 2025 sur l'utilisation des avoirs russes gelés en Europe pour soutenir l'Ukraine. Dans ce contexte, le timing de ces campagnes bien orchestrées – menées, entre autres, par un groupe se faisant appeler « SOS Donbas » – parallèlement à la rhétorique de plus en plus belliqueuse de Moscou, n'était guère fortuit.

En Allemagne, *l'Alternative pour l'Allemagne (AfD)*, *l'Alliance Sahra Wagenknecht (BSW)* et *Die Linke*, trois partis aux antécédents et aux trajectoires historiques très divers, redéfinissent la guerre en Ukraine non pas comme un acte d'agression russe, mais comme un conflit géopolitique provoqué par les élites occidentales. Cette guerre par procuration, menée par l'OTAN, ne servirait pas les intérêts allemands. En conséquence, ces partis appellent à des « négociations de paix immédiates » sans aborder la responsabilité ni les conditions posées par la Russie et

présentent l'aide militaire à l'Ukraine comme belliciste, tandis qu'ils qualifient les concessions faites à la Russie de « réalisme ». Des slogans tels que « *Geld für unsere Bürger, nicht für fremde Kriege* » (« De l'argent pour nos citoyens, pas pour des guerres étrangères ») créent un discours à somme nulle : soit la protection sociale pour les Allemands, soit la solidarité avec l'Ukraine. Cette approche correspond à l'intérêt de la Russie de voir ses alliés abandonner l'Ukraine, tout en ignorant les intérêts sécuritaires à long terme de l'Allemagne et les coûts d'une victoire russe pour l'Europe.

Même si l'AfD, le *Parti libéral autrichien (FPÖ)*, le *Rassemblement national* français (RN), la *Ligue du Nord* italienne et d'autres évitent soigneusement de soutenir explicitement la guerre menée par la Russie, ils minimisent les crimes de guerre russes, relativisent la responsabilité (« les deux camps ») et mettent l'accent sur les « intérêts sécuritaires russes ». En interne, la dynamique des partis comprend certaines personnalités ouvertement pro-Kremlin qui ont des liens financiers ou commerciaux avec la Russie et des réseaux associés aux écosystèmes médiatiques russes. Cela les aligne *de facto* sur les objectifs stratégiques russes.

La propagande « pacifiste » pro-russe exploite tous les leviers disponibles : les craintes d'une attaque russe, les théories du complot sur les intérêts cachés de l'industrie de la défense, l'exaspération du public face à l'ampleur de l'aide apportée à l'Ukraine et les sentiments anti-internationalistes ou anti-libéraux multilatéraux et « souverainistes » plus larges, qu'ils soient dirigés contre l'OTAN ou contre l'Union européenne.

Il serait néanmoins erroné d'attribuer une responsabilité exclusive à la Russie et de considérer Moscou comme le seul moteur du discours croissant en faveur de la « paix à tout prix » et du déclin du soutien à l'Ukraine. Ces positions « pro-paix » parmi l'extrême gauche et surtout l'extrême droite européennes trouvent leur origine dans les traditions idéologiques occidentales diverses. L'influence hybride de la Russie, et

auparavant de l'Union soviétique, n'a pas créé ces courants, mais les a amplifiés, radicalisés et coordonnés de manière sélective, en particulier pendant la guerre froide et à nouveau depuis 2022.

Comme nous l'avons écrit précédemment, la « paix » était l'une des armes idéologiques les plus efficaces de l'Union soviétique. Moscou s'est toujours présentée comme la championne de la paix contre les élites occidentales prétendument « impérialistes » et « bellicistes », présentant le réarmement de l'OTAN, la dissuasion nucléaire et les alliances américaines comme les véritables sources de l'instabilité mondiale. Mais un écosystème dense d'organisations et de campagnes de façade, telles que le Conseil mondial de la paix, les congrès pour la paix, les pétitions pour le désarmement et les réseaux intellectuels « anti-impérialistes », existait déjà ; l'URSS a cherché à les mobiliser et à les aider, en particulier au sein des mouvements de gauche et antinucléaires. L'objectif était de délégitimer la politique de sécurité occidentale de l'intérieur, d'affaiblir le soutien public à la dissuasion et de créer une pression politique contre les dépenses de défense, le déploiement de missiles et la cohésion de l'alliance. Aujourd'hui, l'objectif reste fondamentalement le même.

Le pacifisme en Europe : une longue tradition à double tranchant

Les méthodes hybrides russes/soviétiques n'ont pas inventé le pacifisme européen. Elles l'ont exploité. Les positions européennes en faveur de la « paix » sont ancrées dans l'histoire européenne et sont largement antérieures à la guerre froide. Il existait un courant distinct et influent de pacifisme européen de la fin du XIXe siècle au début du XXe siècle, bien qu'il ne fût ni dominant ni uniforme. Il est apparu comme une réaction au nationalisme, à la rivalité impériale, au militarisme et

au darwinisme social. Ses origines intellectuelles et politiques étaient diverses, souvent contradictoires en interne, s'inspirant de l'universalisme et du rationalisme éclairés de Kant, de la morale chrétienne et des principes de la non-violence, de l'internationalisme socialiste et de l'idéalisme économique libéral.

En fin de compte, le pacifisme européen n'a pas réussi à empêcher la Première Guerre mondiale, mais les horreurs de la guerre, les millions de morts et les destructions massives ont donné naissance à une nouvelle forme de pacifisme, fondée sur l'aversion pour la guerre. La guerre a été considérée comme un échec collectif de la civilisation, et la crainte d'une nouvelle « guerre totale » a dominé l'opinion publique en France, en Grande-Bretagne et dans l'Allemagne de Weimar.

Après la Première Guerre mondiale, le pacifisme en Europe était plus large, plus profond et plus chargé émotionnellement que son prédécesseur d'avant 1914. Il n'était plus principalement une doctrine élitiste, légaliste ou économique ; il est devenu un phénomène culturel, politique et moral de masse, enraciné dans le traumatisme, le deuil et la désillusion. Cependant, il était également ambivalent et fracturé en interne, oscillant entre le rejet moral de la guerre et la paralysie politique face à une nouvelle agression. Otto Dix et Georg Grosz en peinture, Erich Maria Remarque et Louis-Ferdinand Céline en littérature sont quelques exemples du pacifisme devenant existentiel plutôt que programmatique, soulignant l'absurdité et l'immoralité des souffrances infligées aux hommes ordinaires par un pouvoir lointain.

Sur le plan institutionnel, le pacifisme de l'après-Première Guerre mondiale a tenté de remplacer la politique de puissance par des règles. La création de la Société des Nations, la signature du pacte Briand-Kellogg (1928), qui renonçait à la guerre comme instrument politique et engageait les nations à résoudre leurs différends de manière pacifique, et la mise en place de conférences internationales sur le désarmement (à

Genève dans les années 1930) sont autant d'exemples de ces tentatives et reflètent la conviction que déclarer la guerre illégale pouvait la rendre politiquement impossible.

Néanmoins, ce pacifisme institutionnel, politique et culturel n'a pas atteint son objectif. Bien au contraire. Les traités internationaux étaient symboliquement puissants, mais stratégiquement inefficaces. Le désarmement était asymétrique, et les puissances révisionnistes ou expansionnistes (l'Allemagne nazie, l'Union soviétique et l'Italie fasciste) ont exploité la retenue et l'opposition à la guerre en désarmant uniquement les démocraties, ce qui est devenu absurde. Le pacifisme culturel, artistique et littéraire a dépolitisé la responsabilité et effacé les distinctions entre agresseur et défenseur. Cette équivalence morale s'est avérée dangereuse et mortelle par la suite.

Mais la gauche n'avait pas le monopole du pacifisme en Europe. À l'extrême droite, le discours sur la « paix » s'inscrit dans une tradition différente. Ce qui le distingue du pacifisme libéral ou de gauche n'est pas un rejet de principe de la violence, mais une conception sélective, instrumentale et souverainiste de la paix. Le pacifisme d'extrême droite n'est pas un engagement en faveur du droit international ou des droits humains universels ; c'est une opposition à des guerres spécifiques jugées « étrangères », « mondialistes » ou « qui ne nous concernent pas ».

Profondément enracinés dans des traditions philosophiques telles que le particularisme culturel de Johann Gottfried von Herder et la critique de l'universalisme libéral de Carl Schmitt, les partisans de la paix d'extrême droite soutiennent que les coupables sont les idéologies universalistes qui moralisent le monde, conduisant ainsi à la guerre. La « guerre humanitaire » est la forme de guerre la plus dangereuse, et s'opposer à l'intervention revient à défendre des espaces pluralistes et souverains. Le pacifisme d'extrême droite conduit inévitablement au réalisme géopolitique et à un monde divisé

en zones d'influence dans lesquelles les grandes puissances dominant, et la résistance des petits États est considérée comme futile ou irresponsable. C'est la paix par l'acceptation des sphères d'influence.

L'isolationnisme national et l'ordre qui caractérisent le pacifisme d'extrême droite sont compatibles avec l'admiration pour la violence autoritaire. Ainsi, les partis d'extrême-droite européens de l'entre-deux-guerres étaient favorables à la paix avec Adolf Hitler, mais fermaient les yeux sur son agression contre leurs voisins. Par exemple, le régime de Vichy en France a fait la paix avec l'Allemagne, et les avantages supposés de cette paix ont été un pilier central de sa propagande politique. La rhétorique pacifiste de droite considérait la « paix par la révision » comme une imposition de la guerre par les élites libérales ou étrangères/mondiales. La paix ne pouvait être atteinte qu'après la défaite de ces élites qui avaient promu les institutions internationales responsables de l'instabilité et de la destruction de l'ordre traditionnel. Quiconque rétablissait la hiérarchie sociale conventionnelle et l'ordre entre les nations était considéré comme un garant de la paix et était soutenu. En résumé, le pacifisme d'extrême droite en Europe s'oppose traditionnellement à la guerre non pas parce qu'elle détruit des vies humaines, mais parce qu'elle menace les priorités nationales et sert des projets libéraux ou supranationaux.

Ce que les méthodes hybrides russes ont réellement fait (et n'ont pas fait)

La guerre politique menée par la Russie en Europe est désormais exceptionnellement bien documentée et étudiée, et le thème de la guerre/paix en est l'un des piliers. Comme indiqué ci-dessus, la Russie n'a pas inventé les idéologies

pacifistes à partir de rien. Malgré certains succès propagandistes récents, la Russie n'a pas non plus converti les partis pro-ukrainiens en partis pro-russes. Tous les grands partis européens restent pro-ukrainiens et mettent de plus en plus en garde leurs citoyens contre la menace russe, la nécessité d'augmenter les dépenses militaires et la promotion de la résilience sociale.

La brutalité même de l'agression russe contre l'Ukraine a contraint de nombreux partis européens qui étaient auparavant ouvertement ou manifestement pro-russes à modérer leur position, mais cette tendance est inégale et dépend du contexte. L'ampleur de l'agression russe et son coût humain ont rendu le soutien ouvert à Moscou politiquement toxique ; par conséquent, beaucoup ont délibérément choisi de critiquer les politiques occidentales (par exemple, l'inflation, les coûts énergétiques, les migrations) plutôt que de défendre explicitement la politique étrangère de Moscou. Cette attitude est souvent qualifiée de « silence stratégique » ou de « floutage » de leur position sur la Russie.

Ces partis ne sont toutefois pas devenus pro-ukrainiens et leurs opinions géopolitiques n'ont pas fondamentalement changé. Des partis tels que *l'AfD*, le *FPÖ* et d'autres petits partis nationalistes ont maintenu leur opposition aux sanctions et ont continué à appeler à la restauration des liens avec Moscou. Le *RN* français, reflétant ses calculs électoraux nationaux, a adapté son discours, critiquant désormais les sanctions, l'OTAN et la cohésion de l'UE et mettant l'accent sur le « dialogue/la diplomatie » plutôt que sur des éloges explicites à l'égard de Poutine.

Enfin, Moscou ne contrôle pas les partis européens de manière strictement hiérarchique, par des ordres et une chaîne de commandement. Il existe plutôt un réseau de relations asymétriques, opportunistes et largement niables qui combinent idéologie, finance, écosystèmes médiatiques, réseaux personnels et convergence tactique contre le courant

libéral dominant. La relation est instrumentale plutôt qu'organisationnelle, et il n'y a pas de contrôle de type Komintern avec une chaîne de commandement centralisée, une subordination formelle et une discipline systématique. Le seul objectif stratégique qui compte est d'affaiblir et, à terme, de détruire le modèle libéral-démocratique existant et l'unité européenne, de normaliser les sphères d'influence et de légitimer la gouvernance autoritaire. Qu'un parti soit d'extrême droite ou d'extrême gauche est secondaire ; ce qui importe, c'est son utilité fonctionnelle. Cependant, il convient de souligner que si la Russie préfère aujourd'hui la dénégation plausible et opère par fragmentation et redondance, ce n'est pas une faiblesse mais une caractéristique intentionnelle.

Les affirmations selon lesquelles les positions européennes en faveur de la « paix » ne sont que des « marionnettes russes » sont faibles sur le plan analytique et contre-productives sur le plan politique. Le déni plausible bien cultivé par la Russie et la crise de popularité de nombreuses forces politiques traditionnelles en Europe rendent ces accusations moins audibles et crédibles pour de nombreux électeurs européens. Au contraire, une partie importante de l'électorat estime que le fait de pointer du doigt les « manipulations russes » sert à masquer les échecs des partis et des coalitions au pouvoir dans la résolution des « vrais » problèmes tels que l'économie, les questions sociales et le contrôle de l'immigration.

Comment les tactiques hybrides de la Russie instrumentalisent les traditions pacifistes de l'Europe

S'il est vrai que le discours pacifiste existait avant les tactiques hybrides russes, il est politiquement instrumentalisé et amplifié par Moscou, au service ultime de la stratégie russe.

L'influence hybride russe passe d'abord par la sélection des récits. Les écosystèmes d'information russes sélectionnent les voix occidentales qui affirment déjà que « l'OTAN a provoqué la guerre », « ce n'est pas notre guerre », « les armes prolongent les souffrances » et « l'argent dépensé pour la défense ou pour aider l'Ukraine réduit les fonds disponibles pour les besoins locaux », etc. L'accès à ces médias et à ces écosystèmes narratifs est parfois plus important que le soutien financier. Les médias d'État russes (RT, Sputnik) et l'espace médiatique pro-russe (écosystèmes médiatiques alternatifs, réseaux sociaux, chambres d'écho et influenceurs) diffusent ces discours, qui sont amplifiés par des acteurs européens qui servent de vecteurs et sont plus efficaces. Ces voix sont amplifiées, traduites et diffusées comme preuve de la « dissidence occidentale ».

L'influence hybride russe ne crée pas le pacifisme, mais favorise sa radicalisation discursive. Moscou encourage les partis partenaires européens à dépasser les affinités idéologiques préexistantes ou l'alignement modéré autour des appels à des « pourparlers de cessez-le-feu » pour se tourner vers des demandes plus opérationnelles telles que « l'arrêt immédiat des livraisons d'armes », et passer des appels à « plus de diplomatie » à des affirmations selon lesquelles « l'Ukraine doit faire des compromis ». Dans ce processus, l'appel général à la paix est reformulé comme une acceptation des concessions territoriales et l'abandon des garanties de sécurité sous le couvert du réalisme. À ce stade, le pacifisme traditionnel s'aligne stratégiquement sur les objectifs russes.

En outre, les discours russes encouragent la convergence entre l'extrême gauche et l'extrême droite malgré leur hostilité idéologique. Les éléments clés de l'idéologie d'extrême gauche sont l'anti-impérialisme (occidental), l'anti-OTAN, l'anti-

américanisme et la « paix ». L'extrême droite repose davantage sur l'antilibéralisme, l'antimultilatéralisme (UE, OTAN), la souveraineté et l'« intérêt national ». La Russie ne les unifie pas idéologiquement, mais elle synchronise leurs résultats.

La Russie choisit également le moment opportun pour l'escalade. Au cours de la première année de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, le message de « paix avec la Russie » a été renforcé lorsque la crise énergétique, provoquée par la réduction des achats de gaz russe, a frappé l'UE. La même résurgence s'est produite avec l'inflation, qui a atteint un niveau record de 9,2 % en 2022. Au cours des deux dernières années (2024 et 2025), les taux d'inflation sont revenus à des niveaux quasi normaux, et le discours en faveur de la paix s'est progressivement orienté vers des thèmes liés à la « lassitude de la guerre », qui sont désormais dominants.

Enfin, le discours d'apaisement de la Russie est systématiquement relancé chaque fois que Moscou intensifie ses menaces contre l'Occident. Les avertissements nucléaires répétés émis par des responsables russes, tels que Dmitri Medvedev, ou amplifiés par des propagandistes du régime comme Vladimir Soloviev et Dmitri Kiselev, visent à approfondir les divisions existantes au sein des sociétés d'Europe occidentale. Une guerre nucléaire généralisée reste hautement improbable, comme le reconnaissent largement les experts en dissuasion nucléaire – une réalité bien comprise par les dirigeants politiques et militaires européens, qui s'abstiennent donc de réagir à ces provocations verbales. Ces menaces ne trouvent pas non plus d'écho en Ukraine, où une société déjà en guerre subit des violences quotidiennes depuis près de quatre ans. La cible visée est donc l'opinion publique occidentale. En attisant la peur, Moscou cherche à exercer une pression interne sur les gouvernements européens afin qu'ils réduisent leur soutien à l'Ukraine et se plient aux exigences russes. À l'instar d'un preneur d'otages qui exploite la psychologie de la peur pour obtenir des concessions, la Russie espère que les sociétés

menacées par une escalade nucléaire feront pression sur leurs propres dirigeants pour qu'ils se conforment aux diktats de Moscou.

Pourquoi la « paix » est-elle devenue le vecteur idéal ?

La « paix » est particulièrement efficace car, tout d'abord, elle est normativement inattaquable et émotionnellement évocatrice. Aucune force politique sérieuse ne peut mener une campagne contre la paix et en faveur de la guerre. Tout le monde ne peut pas être Winston Churchill, qui a déclaré : « Je n'ai rien d'autre à offrir que du sang, du labeur, des larmes et de la sueur », ou Giuseppe Garibaldi, qui s'est adressé à ses partisans à Rome en 1849 en disant : « Je vous offre la faim, la soif, les marches forcées, les batailles et la mort ». Les temps ont changé et les discours belliqueux ne sont plus d'actualité, d'autant plus que la guerre en dehors de l'Ukraine est essentiellement hybride et difficile à comprendre pour beaucoup.

Dans la politique démocratique, cela rend la rhétorique « pro-paix » immunisée contre la critique morale, résistante à la réfutation factuelle et facilement présentable comme du bon sens. Être simplement pro-paix est politiquement peu coûteux, car cela permet aux partis d'acquérir une légitimité morale tout en évitant les responsabilités, les risques et la clarté stratégique. Cela ne nécessite aucun détail politique, aucun mécanisme d'application, aucune responsabilité quant aux résultats et aucune responsabilité en cas d'échec de la paix. En bref, cela fonctionne comme une forme de parasitisme politique sur la sécurité fournie par d'autres.

En revanche, soutenir l'Ukraine est politiquement coûteux car cela implique des compromis budgétaires, la volatilité des prix de l'énergie, des dépenses de défense, la désignation de l'agresseur, des engagements stratégiques à long terme et la

lassitude des électeurs. D'où l'asymétrie : ceux qui défendent l'Ukraine en supportent les coûts ; ceux qui appellent à la paix en récoltent le crédit moral.

Dans le discours « pro-paix », l'ambiguïté stratégique est un atout électoral, c'est pourquoi les porte-parole « pro-paix » évitent systématiquement et délibérément de répondre aux questions fondamentales sur les conditions de la paix, les garanties de sécurité et l'avenir de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'État ukrainien. Ils restent également silencieux sur ce qui se passerait si la Russie refusait de mettre fin à la guerre. Cette ambiguïté n'est pas accidentelle ; elle est fonctionnelle sur le plan électoral. Elle permet aux partis de répondre à la lassitude face à la guerre, de capter les votes protestataires et d'unir des électors hétérogènes en jetant un large filet de paix.

Une caractéristique essentielle de la rhétorique contemporaine de la « paix » est l'effacement de la responsabilité ; il s'agit d'une paix sans agresseur et sans agent (ou avec un agent déplacé). La guerre devient une tragédie, et non un crime. En témoigne l'obsession de Donald Trump pour les « personnes qui meurent » et les « tueries qui doivent cesser », établissant une équivalence morale entre l'agresseur et l'agressé. Dans ce discours, la violence devient abstraite, et l'agresseur et la victime sont moralement symétriques. Ce cadre allège la charge cognitive des électeurs, évite de nommer explicitement la Russie, et la paix devient un refuge psychologique contre des réalités inconfortables. Mais cela fonctionne pour les électeurs. On peut raisonnablement s'interroger sur la sincérité des lamentations sur les vies humaines exprimées par les dirigeants politiques qui promeuvent cette lecture du conflit. Au-delà des calculs électoraux, il y a aussi la perspective de gains matériels provenant de futurs « accords » avec l'agresseur, notamment les avantages liés à la levée des sanctions imposées à la Russie.

Pour de nombreux partis européens, en particulier les acteurs populistes, d'extrême droite ou d'extrême gauche, la guerre en

Ukraine (en réalité, une guerre en Europe) est présentée comme une externalité. Ce discours « ce n'est pas notre guerre » est politiquement commode, car il permet de présenter les élites au pouvoir comme détournant l'attention des préoccupations sociales urgentes. La guerre est décrite comme une obsession des élites, tandis que la « paix » sert d'euphémisme pour désigner la baisse des prix de l'énergie, l'augmentation des dépenses sociales et la priorité nationale. Bien sûr, tout est présenté en termes généraux et vagues, sans fournir de détails concrets. Le sort de l'Ukraine est traité comme extérieur à la responsabilité politique nationale.

La rhétorique pro-paix permet aux partis se disant « antisystème » d'apparaître comme moralement supérieurs aux élites au pouvoir. Elle constitue un instrument idéal pour attaquer l'OTAN, l'UE et les forces dites « mondialistes », qui sont présentées comme limitant la souveraineté nationale et imposant des décisions venues de l'extérieur. Elle est à la fois pratique et facile, car elle décharge ses partisans du fardeau de l'expertise et de la planification stratégique. Enfin, elle mobilise la peur sans proposer de solutions. C'est une posture d'opposition parfaite : un maximum de rhétorique, un minimum de responsabilité.

L'histoire montre que la paix sans dissuasion augmente le risque de guerre.

Malheureusement, l'histoire montre que la paix sans dissuasion augmente le risque de guerre. La rhétorique pacifiste, peu coûteuse sur le plan politique, est stratégiquement très risquée car elle affaiblit la dissuasion, seul instrument véritablement efficace pour la paix. Elle signale également la division occidentale, ce qui encourage le maximalisme russe. La Russie a maintes fois interprété la faiblesse ou la fragmentation de l'Occident comme une invitation à mener des politiques de plus en plus agressives, y compris des invasions pures et simples. Cette approche prolonge la guerre plutôt que de la raccourcir, mais ses coûts sont différés dans le temps, diffus et

externalisés, ce qui les rend politiquement invisibles. La paix est populaire, la préparation ne l'est pas.

La paix comme résultat, pas comme substitut

Comme indiqué précédemment, les positions « pro-paix » de certaines forces politiques européennes ne sont ni du pacifisme purement légitime ni une manipulation purement russe. Il s'agit de phénomènes hybrides où le discours moral (à gauche) ou national (à droite) masque une asymétrie de pouvoir. La rhétorique de la paix est utilisée comme une arme politique et, comme l'action reste occidentale, ses conséquences servent la stratégie russe. Les positions « pro-paix » de l'extrême gauche et de l'extrême droite européennes sur l'Ukraine s'expliquent mieux comme des traditions idéologiques endogènes que les méthodes hybrides russes ont stratégiquement activées, synchronisées et utilisées comme armes sans les contrôler entièrement. C'est précisément pour cette raison qu'elles sont si efficaces et si difficiles à contrer.

Dans les années 1930, le pacifisme libéral et de gauche s'est de plus en plus heurté à la réalité, et la crainte des pertes humaines a pris le pas sur la crainte de la dictature. Des démocraties comme la France et la Grande-Bretagne étaient prêtes à accepter « la paix à presque n'importe quel prix », ce qui a abouti à l'un des moments les plus honteux de l'Europe du XXe siècle, l'accord de Munich d'octobre 1938 et l'acceptation des revendications de l'Allemagne nazie sur les Sudètes tchécoslovaques. Quelques mois plus tard seulement, Hitler occupait toute la Tchécoslovaquie et, moins d'un an après, il attaquait la Pologne. Les démocraties hésitaient à juger, tandis que les agresseurs se présentaient comme des « victimes ». Le pacifisme s'est transformé en apaisement, souvent involontairement, mais avec des conséquences, car il a façonné les conditions dans lesquelles le révisionnisme agressif a pu

progresser sans contrôle. Le pacifisme d'extrême droite a également contribué à l'ascension d'Hitler en prônant la non-résistance à la nouvelle puissance allemande et en accusant ses ennemis – les libéraux, les juifs et les démocrates – de vouloir la guerre.

L'expérience de l'entre-deux-guerres a montré que le pacifisme né d'un traumatisme peut devenir politiquement invalidant, et que « plus jamais la guerre » peut éclipser « plus jamais l'agression ». Elle a également montré que le discours pacifiste peut être à la fois moralement sincère et stratégiquement exploitable. Cette dynamique trouve un écho particulier dans les débats européens actuels sur l'Ukraine, la dissuasion et le réarmement.

L'histoire montre que la paix ne peut être conjurée par la seule invocation morale. Aujourd'hui, dans la guerre contre l'Ukraine, la rhétorique de la « paix au rabais » risque de reproduire ces schémas en offrant un réconfort moral tout en érodant les conditions dans lesquelles une paix juste et durable pourrait réellement émerger. La paix reste un objectif légitime et nécessaire. Mais lorsqu'elle devient un substitut politiquement gratuit à la stratégie, lorsqu'elle élude les questions d'action, d'application, de garanties de sécurité et de dissuasion, elle ne constitue plus une politique, mais plutôt un moyen d'échapper à ses responsabilités et, plus inquiétant encore, un signal susceptible d'encourager la poursuite de l'agression. En Ukraine, comme lors des crises européennes précédentes, la vérité dérangeante est que la paix ne s'obtient pas en la souhaitant, mais en maintenant les conditions qui empêchent l'agression. La paix doit être un résultat, pas un substitut.